



## Conseil économique et social

Distr. générale  
12 avril 2021  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2021

23 juillet 2020-22 juillet 2021

Point 11 de l'ordre du jour

**Application et suivi des textes issus des grandes  
conférences et réunions au sommet organisées  
par les Nations Unies**

### ONU-Nutrition

#### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre au Conseil économique et social le rapport d'ONU-Nutrition<sup>1</sup>, conformément à la décision 2018/207 du Conseil.

---

<sup>1</sup> ONU-Nutrition est l'entité résultant de la fusion de l'ancien Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies et du réseau des Nations Unies pour l'initiative Renforcer la nutrition. ONU-Nutrition est un mécanisme renforcé de coordination à l'échelle du système des Nations Unies sur les questions de nutrition de portée mondiale et nationale. Le Conseil économique et social, dans sa décision 2020/207, a pris note de cette fusion et du fait qu'ONU-Nutrition assumerait désormais les obligations du Comité permanent concernant les rapports à soumettre au Conseil chaque année.



# Rapport d'ONU-Nutrition\*

[Original : anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe]

## I. Contexte

1. La malnutrition, sous toutes ses formes, continue d'entraver la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle est la manifestation physique d'épisodes répétés de maladies et/ou d'un accès insuffisant à une alimentation saine. Pour obtenir de bons résultats nutritionnels, il est impératif de faire fonctionner de façon optimale différents systèmes imbriqués – systèmes alimentaires, sanitaires, éducatifs et commerciaux, et systèmes de protection sociale –, qui tous sont sous l'influence directe de facteurs en rapport avec l'économie, l'environnement, la biodiversité, l'autonomisation des femmes et plus encore. Si cet ensemble ne fonctionne pas efficacement, la malnutrition s'ensuit.

2. L'année 2020 restera dans l'histoire comme une année extrêmement difficile pour l'humanité, aux prises avec la COVID-19. Le 30 janvier 2020, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré l'apparition du nouveau coronavirus comme étant une urgence de santé publique de portée internationale, ce qui constitue le niveau d'alerte le plus élevé de l'OMS. Le 11 mars, extrêmement inquiète devant les niveaux alarmants de transmission de la maladie et la gravité de celle-ci, l'OMS a qualifié la COVID-19 de pandémie. Il s'en est rapidement suivi des conséquences sanitaires, sociales et économiques inimaginables et sans précédent.

3. S'attaquer à un phénomène aussi complexe et répandu que la malnutrition sous toutes ses formes peut paraître titanesque, en particulier lorsqu'on fait face simultanément à une crise majeure. La réussite nécessite d'apporter aux États Membres qui le demandent un soutien de qualité, effectif et sur tous les plans, pour leur permettre de mettre en place des stratégies globales et complètes, qui créent des liens solides entre la nutrition et tous les autres défis du développement. Il est alors essentiel que ce soutien soit coordonné et cohérent à l'échelle du système des Nations Unies.

4. Depuis des décennies, les États Membres n'ont cessé de préconiser une coordination interinstitutions efficace en matière de nutrition. En 1977, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a créé le Comité administratif de coordination des Nations Unies (CAC) du Sous-Comité de la nutrition (SCN)<sup>1</sup>, qui a ensuite été renommé « Comité permanent de la nutrition » (CPNUN)<sup>2</sup> en 2001. Le CPNUN a été restructuré en 2020<sup>3</sup>, puis fusionné avec le Réseau des Nations Unies pour le renforcement de la nutrition (Réseau SUN), pour former ONU-Nutrition.

---

\* Le présent rapport n'a pas été revu par les services d'édition.

<sup>1</sup> Soixante-troisième session du Conseil économique et social, document E/5968, et décision 1977/2107 du Conseil économique et social.

<sup>2</sup> Décision 2001/321 du Conseil économique et social. Disponible à l'adresse : [www.un.org/en/ecosoc/docs/2001/decision%202001-321.pdf](http://www.un.org/en/ecosoc/docs/2001/decision%202001-321.pdf) (en anglais).

<sup>3</sup> Le mandat initial du CPNUN était le suivant : servir de point de convergence pour harmoniser les politiques et les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine de la nutrition ; faire preuve d'initiative concernant la définition et l'harmonisation de concepts, de politiques, de stratégies et de programmes dans le cadre de l'action menée par le système des Nations Unies pour répondre aux besoins nutritionnels des pays Membres ; suivre en permanence la direction, l'ampleur, la cohérence et l'efficacité de l'action du système des Nations Unies face aux problèmes de nutrition dans le monde ; évaluer l'expérience acquise et les progrès accomplis par le système des Nations Unies dans la réalisation des objectifs et formuler des directives en vue d'une action complémentaire entre les organismes des Nations Unies et au niveau des pays.

5. ONU-Nutrition est donc le résultat de l'unification de deux organes des Nations Unies dont le mandat portait sur la nutrition : le Comité permanent de la nutrition (CPNUN), qui œuvrait principalement à l'échelle mondiale pour promouvoir la cohérence des politiques et des activités de plaidoyer internationales, et le Réseau SUN, qui travaillait au niveau des pays pour accroître la cohérence des programmes nationaux en matière de nutrition, soutenant l'action de ces pays et assurant la coordination avec toutes les parties prenantes au Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN).

6. La liste mondiale des membres d'ONU-Nutrition comprend actuellement 13 entités du système des Nations Unies, un membre associé et deux observateurs<sup>4</sup>, auxquels s'ajoutent, dans différents pays, d'autres organismes des Nations Unies agissant en tant que partenaires. Ces chiffres devraient augmenter en 2021.

7. Le mandat<sup>5</sup> d'ONU-Nutrition a été formulé et approuvé par les dirigeants des organismes le 29 février 2020, autour des quatre fonctions essentielles suivantes :

- veiller à l'harmonisation des activités de plaidoyer et à la cohérence des politiques en faveur de la nutrition ;
- déterminer et coordonner les enjeux stratégiques autour de la nutrition ;
- détecter les nouveaux enjeux, et promouvoir et soutenir la gestion des connaissances et l'innovation ;
- traduire les orientations définies à l'échelle mondiale en directives, en actions et en effets au niveau des pays.

8. Dans l'esprit de ces fonctions essentielles, ONU-Nutrition continuera de collaborer avec le Mouvement SUN, coordonnant et soutenant l'action conjointe des Nations Unies dans les pays.

9. Le Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial (PAM), M. Amir Abdulla, s'est vu confier la présidence par intérim d'ONU-Nutrition pour 2020. En novembre 2020, M<sup>me</sup> Naoko Yamamoto, Sous-Directrice générale de l'OMS chargée de la couverture sanitaire universelle et de l'amélioration de la santé des populations, est devenue la première Présidente d'ONU-Nutrition. Son mandat de deux ans a démarré en janvier 2021.

10. Le 4 décembre 2020, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a informé tous les membres du Conseil des chefs de secrétariat (CCS) de la création d'ONU-Nutrition et leur a communiqué le mandat de ce mécanisme, rappelant l'importance du soutien apporté aux pays et aux communautés pour éliminer toutes les formes de malnutrition d'ici à 2030, voire plus rapidement compte tenu des effets délétères de la pandémie de COVID-19, et déclarant qu'il comptait sur eux pour

<sup>4</sup> L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Département des affaires économiques et sociales (DESA), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Le membre associé est le CGIAR par l'intermédiaire de l'alliance conclue entre Bioversity International et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT). Les deux observateurs sont le Secrétariat du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et le Groupe de la nutrition.

<sup>5</sup> <https://www.unscn.org/uploads/web/file/Annex-UN-Nutrition-ToRs-Final1.pdf> (en anglais).

appuyer le nouveau mécanisme de coordination et pour éradiquer la malnutrition dans les dix ans à venir<sup>6</sup>.

11. Dans sa décision 2018/207, le Conseil économique et social demandait que le CPNUN présente au Conseil un rapport annuel sur ses activités par l'intermédiaire du Secrétaire général<sup>7</sup>. Pour faire suite à cette décision, ONU-Nutrition a repris à son compte l'obligation du CPNUN de rendre compte annuellement au Conseil économique et social. Le rapport qui suit fait le point sur les activités menées par ONU-Nutrition en 2020.

## II. Point sur les réalisations d'ONU-Nutrition en 2020

12. Durant toute l'année 2020, les secrétariats du CPNUN et du Réseau SUN ont harmonisé leurs plans de travail respectifs pour préparer le passage au seul Secrétariat d'ONU-Nutrition en 2021. Dans le même temps, les deux secrétariats ont continué à mener des activités spécifiques, sous le contrôle général du Comité directeur d'ONU-Nutrition, composé en 2020 des responsables de la nutrition à la FAO, au FIDA, à l'UNICEF, au PAM et à l'OMS. L'AIEA et le PNUE deviendront également membres du Comité directeur en 2021.

13. Dans les rapports, les activités spécifiques menées en 2020 seront décrites comme relevant de la responsabilité du Secrétariat concerné.

### II.1 Actions nutritionnelles renforcées dans la riposte à la COVID-19

14. Dès la déclaration de la pandémie de COVID-19 en 2020, ONU-Nutrition a pu adapter rapidement son axe d'action et fournir une série de produits du savoir révélant les effets dévastateurs de la pandémie sur l'état nutritionnel des populations vulnérables, et ainsi renforcer la cohérence des politiques adoptées pour faire face à cette pandémie. On retiendra la note de synthèse du Secrétaire général de l'ONU concernant l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition (en anglais), publiée en juin 2020, qui estimait que quelque 49 millions de personnes supplémentaires pourraient tomber dans la pauvreté extrême en raison de la crise de la COVID-19 et que chaque point de pourcentage perdu dans le produit intérieur brut (PIB) mondial se traduirait par un retard de croissance chez 0,7 million d'enfants en plus<sup>8</sup>.

15. En 2020, les membres d'ONU-Nutrition, dans le cadre de leurs capacités et mandats respectifs, ont largement contribué aux mesures décidées dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition pour faire face à la COVID-19.

16. Le Secrétariat du CPNUN a dressé et tenu à jour une liste détaillée de ressources<sup>9</sup> sur les initiatives prises par les organismes des Nations Unies en matière de systèmes alimentaires et de nutrition, afin de donner aux pouvoirs publics et aux autres parties prenantes un « guichet unique » d'accès aux connaissances et aux initiatives toujours plus nombreuses des Nations Unies sur la question de la nutrition

<sup>6</sup> <https://www.unnnutrition.org/wp-content/uploads/2020-12-04-SG-letter-to-CEB-on-UN-Nutrition-EOSG-2020-065261.pdf> (en anglais).

<sup>7</sup> Décision 2018/207 du Conseil économique et social. Consultable à l'adresse suivante : [www.unscn.org/en/about/our-rich-history](http://www.unscn.org/en/about/our-rich-history) (en anglais).

<sup>8</sup> Note de synthèse du Secrétaire général de l'ONU : L'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition (en anglais).

<sup>9</sup> [www.unscn.org/en/news-events/recent-news?idnews=2039](http://www.unscn.org/en/news-events/recent-news?idnews=2039) (en anglais).

dans la riposte à la pandémie. Cette liste continuera d'être actualisée et enrichie en 2021, à mesure que de nouvelles ressources cognitives seront mises à disposition.

17. Les principales contributions relatives à la nutrition apportées par les cinq membres d'ONU-Nutrition formant le Comité directeur et par les deux futurs membres de ce même comité sont récapitulées ci-après.

18. **FAO** – L'Organisation a aidé les pays à atténuer les risques liés à la pandémie dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition par des conseils sur les politiques et les programmes à adopter et par des activités de sensibilisation invitant les pouvoirs publics à éviter les mesures susceptibles de perturber le système alimentaire et à soutenir les interventions propres à assurer la disponibilité et l'accessibilité matérielle et financière des aliments nécessaires à une alimentation saine. La FAO a plaidé pour que les activités touchant à l'alimentation, y compris le transport et la distribution, soient considérées comme essentielles et puissent se poursuivre durant les périodes de confinement et de durcissement des restrictions de déplacement ; l'Organisation a géré et fait circuler des directives et des outils d'action publique, mené des évaluations rapides des effets et des mesures prises, et collecté et mis à disposition des données sur la sécurité alimentaire et sur les prix et l'accessibilité financière des aliments, en insistant sur les points suivants : 1) étendre et améliorer l'assistance alimentaire d'urgence, les programmes de protection sociale et la distribution de repas sains aux enfants d'âge scolaire, même en cas de fermeture des établissements, pour répondre aux besoins des plus vulnérables ; 2) fournir une assistance immédiate visant à protéger la production vivrière des petits exploitants ; et 3) maintenir ouverts des couloirs commerciaux mondiaux, régionaux et nationaux pour faire en sorte que les marchés alimentaires fonctionnent et pour atténuer les variations brutales des prix des denrées.

19. **FIDA** – Le Fonds a renforcé son appui aux plus pauvres des pauvres, chez qui on s'attend à ce que les effets de la COVID-19 sur la nutrition soient importants, en lançant un Mécanisme multidonateurs de relance en faveur des populations rurales pauvres, pour faire face aux répercussions de la pandémie<sup>10</sup>. L'initiative a pour but d'améliorer la résilience des moyens d'existence ruraux dans le contexte de cette crise, en permettant un accès rapide aux intrants, à l'information, aux marchés et à des liquidités. Tous les fonds seront versés d'ici au 31 décembre 2021 pour financer des mesures immédiates de lutte contre la COVID-19.

20. **UNICEF** – Le Fonds a soutenu 153 pays et territoires en leur apportant une assistance technique, des approvisionnements essentiels et un appui financier et, ce faisant, a permis à 261 millions d'enfants de bénéficier de services vitaux de santé, de nutrition, d'éducation, de protection de l'enfance, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, de protection contre la violence sexiste et de protection sociale. En 2020, 118 pays ont reçu un soutien de l'UNICEF leur permettant d'adapter et de maintenir les programmes de nutrition des mères et des enfants afin d'atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur l'alimentation de ces derniers, sur les habitudes alimentaires et sur les services. Malgré des perturbations dans les services de

<sup>10</sup> Les interventions prévues en relation avec le Mécanisme de relance s'articulent autour de quatre grands axes : 1) fourniture d'intrants et de moyens de production de base pour les cultures végétales, l'élevage et la pêche ; 2) facilitation de l'accès aux marchés pour aider les petits exploitants à vendre leurs produits dans les zones où le fonctionnement de ces structures est restreint ; 3) octroi de fonds ciblés pour les services de finance rurale afin de garantir un niveau suffisant de liquidités et d'assouplir les exigences de remboursement, de manière à préserver les services, les marchés et les emplois ; et 4) promotion de l'utilisation des services numériques pour faciliter la mise à disposition d'informations clés sur la production, la météo, les financements et les marchés. Consultable à l'adresse suivante : [www.ifad.org/documents/38714170/41971891/RPSF\\_flyer.pdf/d4854b63-4f20-9475-018f-9c30850820b3](http://www.ifad.org/documents/38714170/41971891/RPSF_flyer.pdf/d4854b63-4f20-9475-018f-9c30850820b3) (en anglais).

prévention du retard de croissance et d'autres formes de malnutrition, l'UNICEF a néanmoins permis à près de 244 millions d'enfants d'y accéder (une baisse de 23 pour cent par rapport à 2019), tandis que 35,4 millions d'adolescents bénéficiaient de services de prévention de l'anémie et d'autres formes de malnutrition. Dans plus de 70 pays, près de 5 millions d'enfants présentant une émaciation grave ont reçu un traitement et des soins vitaux (un chiffre supérieur à celui de 2019), et plus de 88 pour cent d'entre eux se sont complètement rétablis, ce qui dépasse les normes mondiales en matière de soin. Le cadre de partenariat entre l'UNICEF et le PAM sur la question de l'émaciation chez les enfants a été parachevé ; plus tard, l'UNICEF dirigera le déploiement du Plan d'action mondial sur l'émaciation chez les enfants, travaillant aux côtés des pouvoirs publics et des partenaires pour élaborer des plans d'action par étapes dans 23 pays.

21. **PAM** – Les interventions du PAM destinées à prévenir et à traiter la malnutrition ont bénéficié à plus de 18 millions d'enfants et de femmes. Compte tenu de sa forte présence sur le terrain, le PAM a été en mesure de déployer à plus grande échelle des transferts de type monétaire pour atténuer les répercussions socioéconomiques de la COVID-19, distribuant ainsi 1,7 milliard d'USD d'aide aux personnes et aux communautés vulnérables dans 64 pays, sur la période de janvier à octobre 2020. Le PAM a également adapté les programmes de repas scolaires, y compris les rations à emporter pour 7 millions d'enfants d'âge scolaire, augmentant les achats locaux de 17 pour cent par rapport à 2019. Le PAM a soutenu quelque 50 États dans leurs interventions de protection sociale destinées à faire face à la crise de la COVID-19, tout en fournissant une assistance d'urgence pour soulager les effets des confinements et des restrictions de mouvement sur les groupes vulnérables, notamment des programmes d'alimentation institutionnels pour les personnes en quarantaine. Le PAM a apporté un autre appui crucial, dans le domaine du transport aérien, en permettant l'acheminement par avion de personnel des Nations Unies, mais aussi d'approvisionnements essentiels (équipements de protection personnelle, ventilateurs, nécessaires médico-sanitaires d'urgence, civières, thermomètres et fournitures de purification de l'eau) dans les zones en difficulté.

22. **OMS** – En sa qualité d'organisme chef de file chargé de déclarer l'état de pandémie et de faciliter la riposte sanitaire, l'OMS, représentée par son Directeur général, a tenu des conférences de presse régulières et publié des communiqués de presse quotidiens, ce qui lui a permis de faire circuler un certain nombre de directives techniques, de conseils au public et de nouvelles sur les recherches en cours. Cela comprenait des directives et recommandations techniques portant sur différents effets et conséquences de la COVID-19 en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment pour promouvoir l'allaitement, et sur la fourniture de services nutritionnels essentiels durant la pandémie. L'OMS a publié des recommandations à l'intention des personnes qui se rendent sur les marchés proposant des animaux sur pied/des produits animaux ou qui y travaillent, ainsi que des consignes destinées aux entreprises alimentaires, afin de les aider à prendre les mesures permettant d'éviter l'introduction du virus de la COVID-19 dans les locaux contenant des produits alimentaires et de protéger les travailleurs de la maladie. L'OMS a également mené en 2020 des enquêtes visant à évaluer l'impact de la pandémie sur la fourniture des services de santé essentiels<sup>11</sup>.

23. **AIEA** – L'agence a distribué des équipements de RT-PCR et apporté des connaissances spécialisées dans ce domaine à 128 pays et territoires. Des recommandations sur la façon de réduire autant que possible le risque d'infection par le SARS-CoV-2 durant la collecte des données et des échantillons dans les études sur la nutrition soutenues par l'AIEA ont été publiées et diffusées auprès des partenaires

<sup>11</sup> [www.who.int/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-EHS\\_continuity-survey-2020.1](http://www.who.int/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-EHS_continuity-survey-2020.1) (en anglais).

des projets. Une réunion technique virtuelle, à laquelle participaient la FAO, le PAM et le CPNUN, s'est tenue en octobre 2020. Elle avait pour objet de mieux comprendre l'efficacité des approches fondées sur le choix des aliments dans l'amélioration de la qualité de l'alimentation, face à des systèmes alimentaires qui évoluent rapidement sous l'influence d'événements préjudiciables tels que le changement climatique et la pandémie de COVID-19, et de saisir comment en mesurer les effets. Les participants sont arrivés à la conclusion que les systèmes alimentaires sont complexes et englobent toute la chaîne de valeur, de la semence au produit consommé, et jusqu'aux résultats en matière de santé et de nutrition et aux facteurs médiateurs, comme l'environnement, les maladies, l'autonomisation des femmes, l'urbanisation et le comportement social. Il faut d'autres travaux de recherche pour comprendre pleinement le lien entre le changement climatique et la qualité de l'alimentation, ainsi que les effets nutritionnels des interventions intelligentes face au climat, comme la sélection végétale, la biofortification, l'enrichissement des aliments en éléments nutritifs et la diversification de l'alimentation, ou encore le rôle des aliments d'origine animal. Des méthodes exactes d'évaluation de la qualité de l'alimentation, y compris à l'aide de techniques nucléaires, sont nécessaires ; une suite intégrée d'instruments de mesure permettra d'évaluer simultanément de multiples composants de la chaîne de valeur des systèmes alimentaires. Les débats ont posé les bases d'un nouveau projet de recherche dans ce domaine.

24. **PNUE** – En sa qualité d'organisme chef de file sur les questions d'environnement, le PNUE a réuni une série de travaux de recherche et de supports de diffusion analysant les effets de la COVID-19, à la croisée des systèmes alimentaires et de l'environnement et des objectifs de développement durable (ODD). Le rapport intitulé « Covid-19, environnement et systèmes alimentaires : endiguer, s'adapter et reconstruire en mieux »<sup>12</sup> a fourni des analyses et proposé aux États et aux organismes internationaux des moyens d'atténuer les effets sur les systèmes alimentaires et de favoriser la résilience et la durabilité de ces systèmes, en recourant à une série de politiques et d'investissements divers, y compris dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'alimentation saine. Outre ce rapport, les travaux de recherche du PNUE étudiant les effets de la COVID-19 sur des conditions et un mode de vie durables ont permis de définir des changements de comportement en matière de consommation alimentaire et de proposer aux individus des pistes pour s'alimenter plus sainement tout en réduisant les effets sur l'environnement. Le PNUE a également organisé une série de webinaires sur les systèmes alimentaires et la COVID-19, dans lesquels on mettait en avant plusieurs façons pour les villes ou les pouvoirs publics nationaux d'assurer aux individus un accès continu à une alimentation durable et plus saine.

25. Pour enrichir la base de connaissances sur les effets de la COVID-19 en matière de nutrition, le Secrétariat du CPNUN a mené une enquête en ligne du 15 au 30 avril 2020. Le but était de se faire une idée des perturbations auxquelles les gens dans le monde devaient faire face en matière d'alimentation et de nutrition du fait de la pandémie et des mesures prises pour tenter de l'endiguer. L'enquête a permis d'interroger 2 015 personnes dans 118 pays, tirant parti de l'influence du Secrétariat du Réseau SUN dans les 61 pays SUN. Au moment de cette enquête, l'accessibilité à la nourriture des répondants s'était considérablement dégradée et les tâches du quotidien les plus perturbées étaient celles liées à l'alimentation, après le travail et les activités sociales. Malgré les réponses enregistrées dans des pays à revenu largement plus élevé, 8 pour cent des répondants ont indiqué qu'ils comptaient sur les mesures de protection sociale, comme les banques alimentaires, tandis

<sup>12</sup> [www.unep.org/resources/report/covid19-environment-and-food-systems-contain-cope-and-rebuild-better](http://www.unep.org/resources/report/covid19-environment-and-food-systems-contain-cope-and-rebuild-better) (en anglais).

que 17 pour cent faisaient appel à d'autres sources d'aliments, telles qu'une production vivrière personnelle et communautaire. Des mesures d'action publique ont été proposées<sup>13</sup>.

26. Point important, le Réseau SUN et les organismes du système des Nations Unies ont contribué à l'élaboration de produits de communication du Mouvement SUN sur la nutrition et la COVID-19<sup>14</sup>. En outre, le Secrétariat du Réseau SUN a apporté son appui à de nombreux États sur les aspects de leur riposte à la COVID-19 intéressant la nutrition (Guatemala, Indonésie, Lesotho, Libéria, Rwanda, Sierra Leone et Tanzanie, par exemple). Cet appui englobait différentes activités, dont l'intégration systématique de la nutrition dans les plans nationaux de lutte contre la COVID-19 et/ou l'aide à l'élaboration de plans d'action nutritionnelle, la fourniture d'une assistance technique pour adapter les protocoles nationaux et les directives afin de soutenir la continuité des services essentiels dans le domaine de la nutrition, et la mise au point de modèles de protection sociale en cas de choc tenant compte de la nutrition. Le Secrétariat du Réseau SUN a également fourni une plateforme permettant aux Nations Unies d'harmoniser leurs messages en matière de nutrition ainsi que leurs supports de communication sur les changements sociaux et comportementaux visant à promouvoir l'allaitement maternel et la sécurité sanitaire des aliments face à la COVID-19. Enfin, il a offert un site où concentrer les initiatives des Nations Unies en matière d'évaluations de vulnérabilité (au Mali, par exemple) et d'analyse des effets socioéconomiques de la COVID-19 et des crises retentissantes qu'elle provoque (au Honduras, par exemple), générant ainsi une matière précieuse pour les activités de plaidoyer, de programmation et de mobilisation de ressources. Dans 58 des 61 pays SUN (95 pour cent), le Réseau SUN a contribué à des actions de plaidoyer soulignant les liens entre la COVID-19 et la nutrition, comme la déclaration conjointe des Nations Unies sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le contexte de la pandémie de COVID-19 en Indonésie, ce qui a aidé à conserver à la nutrition son caractère prioritaire dans ce contexte. Le rapport annuel du Réseau SUN pour 2020 contient des informations complémentaires<sup>15</sup>.

27. Par ailleurs, la crise de la COVID-19 a souligné la valeur de l'action collective et a donné naissance à des programmes communs des Nations Unies dans certains pays, comme le Malawi et le Lesotho. En novembre 2020, le Gouvernement du Lesotho et les Nations Unies ont lancé le Maximum Intervention Programme<sup>16</sup>. Ce programme, qui cible des districts vulnérables, unit les efforts de la FAO, de l'UNICEF et du PAM pour faciliter une alimentation diversifiée grâce à une assistance alimentaire, à la promotion d'une production maraîchère et à une sensibilisation aux pratiques recommandées d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Une étude de cas élaborée par le Secrétariat du Réseau SUN<sup>17</sup> fournit des informations supplémentaires.

<sup>13</sup> [www.unscn.org/en/news-events/recent-news?idnews=2065](http://www.unscn.org/en/news-events/recent-news?idnews=2065) (en anglais).

<sup>14</sup> <https://scalingupnutrition.org/covid19/> (en anglais).

<sup>15</sup> <https://bit.ly/3pxN7NG> (en anglais).

<sup>16</sup> REACH est l'acronyme de Renewed Efforts Against Child Hunger and undernutrition (Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants), une initiative qui constitue l'instance d'appui intensif du mécanisme d'assistance technique multisectorielle du Réseau SUN. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'initiative REACH est devenue un projet spécial d'ONU-Nutrition.

<sup>17</sup> <https://bit.ly/3aOdk9> (en anglais).

## II.2 Mesures prises pour remplir les fonctions essentielles d'ONU-Nutrition

28. En plus de donner la priorité au soutien de la lutte contre la COVID-19 et de concentrer les efforts sur ce soutien, les membres et le Secrétariat d'ONU-Nutrition ont œuvré en 2020 pour remplir les quatre fonctions essentielles<sup>18</sup>, telles qu'exposées dans le mandat, et pour soutenir la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) (ci-après la « Décennie de la nutrition ») proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 70/259<sup>19</sup>.

### ONU-Nutrition – Fonction essentielle 1. Veiller à l'harmonisation des activités de plaidoyer et à la cohérence des politiques en faveur de la nutrition

29. L'efficacité des activités de plaidoyer et la cohérence des politiques en matière de nutrition nécessitent l'élaboration et la diffusion conjointes, à l'échelle du système des Nations Unies, d'exposés argumentés sur les défis à relever en matière de nutrition et sur les moyens d'y parvenir. À cette fin, ONU-Nutrition a encouragé les liens entre ses membres, faisant avancer le débat sur plusieurs problèmes clés pour aboutir à une concordance de vues et à la formulation de messages cohérents. Outre les effets de la COVID-19 sur la nutrition et les mesures à prendre pour lutter contre la pandémie, on peut citer à titre d'exemple les liens entre la nutrition et les autres défis du développement : changement climatique, protection de l'environnement et urbanisation, liens entre milieu rural et milieu urbain, prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes et financement du développement. Ces exposés et messages clés ont été délivrés lors de plusieurs manifestations mondiales, régionales et nationales.

30. Le Secrétariat du CPNUN a participé à la dixième session du Forum urbain mondial, organisée par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) du 8 au 12 février 2020, qui constitue la plus grande rencontre internationale sur l'urbanisation durable dans toutes ses ramifications.

- i. Le 11 février, le Secrétariat du CPNUN a organisé un débat sur le thème « Shaping the urban food environment for healthy and sustainable diets » (organiser l'environnement alimentaire en milieu urbain pour une alimentation saine et durable)<sup>20</sup>. La manifestation présentait les principaux éclairages apportés par le n° 44 de *Nutrition*, la publication du CPNUN, intitulé *Food environment: Where people meet the food system* (environnement alimentaire : lieu de rencontre des personnes avec le système alimentaire)<sup>21</sup>, qui donne une large place à la question des environnements alimentaires urbains.
- ii. Le 12 février, ONU-Habitat, la FAO, le Secrétariat du CPNUN et d'autres partenaires ont accueilli la manifestation de mise en réseau intitulée « Reducing the urban-rural divide through culture, revitalization and innovation » (combler le fossé entre villes et campagnes par la culture, la revitalisation et l'innovation)<sup>22</sup> pour montrer que les parties prenantes de

<sup>18</sup> Note : Plusieurs axes de travail d'ONU-Nutrition se recoupent et contribuent à plusieurs fonctions essentielles. Ils ne sont mentionnés qu'une seule fois pour éviter les redites.

<sup>19</sup> Soixante-dixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, avril 2016, A/RES/70/259.

<sup>20</sup> [www.unscn.org/uploads/web/news/Flyer-UNSCN-at-WUF10-final-OK.pdf](http://www.unscn.org/uploads/web/news/Flyer-UNSCN-at-WUF10-final-OK.pdf) (en anglais).

<sup>21</sup> [www.unscn.org/uploads/web/news/UNSCN-Nutrition44-WEB-21aug.pdf](http://www.unscn.org/uploads/web/news/UNSCN-Nutrition44-WEB-21aug.pdf) (en anglais).

<sup>22</sup> <https://urbanrurallinkages.wordpress.com/2020/02/17/reducing-the-urban-rural-divide-through-culture-revitalization-and-innovations/> (en anglais).

différents secteurs peuvent collaborer au sein du continuum urbain/rural et indiquer comment elles peuvent le faire.

31. Avec la déclaration de l'état pandémique de la COVID-19, à partir de mars 2020, de nouvelles manières de travailler et d'échanger ont été mises en place. Toutes les réunions qui ont suivi ont eu lieu dans l'espace virtuel. Il a ainsi été possible d'atteindre un public bien plus large que celui qui aurait eu la possibilité et les moyens d'assister à ces réunions.

32. Le 1<sup>er</sup> juillet 2020, le Secrétariat du CPNUN, la FAO et l'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* ont co-organisé une manifestation satellite consacrée à l'édition 2020 de ce rapport<sup>23</sup> afin de réunir les principales parties prenantes des différents organismes ayant leur siège à Rome dans un débat autour des dernières données et recommandations du rapport. La manifestation s'est concentrée sur les inégalités dans le système alimentaire, examinant les effets de synergie entre les constatations du *Rapport sur la nutrition mondiale* et le n° 43 de la publication *Nutrition* du CPNUN<sup>24</sup>, qui étudiait l'équité dans les systèmes alimentaires. Un court article<sup>25</sup> sur le sujet a été publié sur le site web du *Rapport sur la nutrition mondiale*.

33. En outre, le Secrétariat du CPNUN, agissant au nom d'ONU-Nutrition, a présenté des exposés argumentés sur cette question dans plusieurs manifestations organisées par diverses parties prenantes et autres défenseurs de la nutrition :

- i. le 2 avril, lors du débat de la communauté de pratique agriculture-nutrition sur la COVID-19, les systèmes alimentaires et les liens avec la malnutrition<sup>26</sup> ;
- ii. le 3 juin, lors d'un webinaire de la série Programme pour des systèmes alimentaires durables du réseau One Planet, sur le thème « COVID-19 and Sustainable Food Systems – Responses and innovations to tackle vulnerabilities and build back better » (COVID-19 et systèmes alimentaires durables – ripostes et innovations pour s'attaquer aux vulnérabilités et reconstruire en mieux)<sup>27</sup> ;
- iii. le 9 juin, lors du webinaire des observateurs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), sur le thème « Climate-Resilient Development & Transformative Food Systems in the COVID-19 era: The Solutions Space » (un développement résilient face au climat et des systèmes alimentaires porteurs de transformation à l'heure de la COVID-19 : espace Solutions)<sup>28</sup> ;
- iv. le 16 juin, dans le cadre des Dialogues sur les systèmes alimentaires proposés par le bureau de liaison de la FAO en Amérique du Nord et Care, sur le thème de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition<sup>29</sup> ;
- v. le 23 juin, lors du webinaire du Cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture (WASAG), organisé par la FAO sur le thème « Water &

<sup>23</sup> [www.unscn.org/en/news-events/upcoming-events?idnews=2077](http://www.unscn.org/en/news-events/upcoming-events?idnews=2077) (en anglais).

<sup>24</sup> [www.unscn.org/uploads/web/news/UNSCN-News43-WEB.pdf](http://www.unscn.org/uploads/web/news/UNSCN-News43-WEB.pdf) (en anglais).

<sup>25</sup> <https://globalnutritionreport.org/blog/equity-and-right-food-systemic-approach-tackling-malnutrition/> (en anglais).

<sup>26</sup> [www.unscn.org/en/news-events/past-events?idnews=2041](http://www.unscn.org/en/news-events/past-events?idnews=2041) (en anglais).

<sup>27</sup> [www.unscn.org/en/news-events/past-events?idnews=2063](http://www.unscn.org/en/news-events/past-events?idnews=2063) (en anglais).

<sup>28</sup> [www.unscn.org/en/news-events/past-events?idnews=2067](http://www.unscn.org/en/news-events/past-events?idnews=2067) (en anglais).

<sup>29</sup> [www.unscn.org/en/news-events/past-events?idnews=2072](http://www.unscn.org/en/news-events/past-events?idnews=2072) (en anglais).

Nutrition, from Research to Action » (eau et nutrition : de la recherche aux actes)<sup>30</sup> ;

- vi. le 28 juillet, lors du webinaire organisé par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et le module mondial de la sécurité alimentaire, sur le thème « Making Food Systems Work for Healthy Diets » (mettre les systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine)<sup>31</sup> ;
- vii. le 3 septembre 2020, dans le cadre du Réseau régional pour un système alimentaire tenant compte de la nutrition, sous l'égide du Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord de la FAO, sur le thème de la promotion d'une alimentation saine ;
- viii. le 13 octobre, lors de la manifestation prévue en marge du Prix mondial de l'alimentation, sur le thème « Small-Scale Irrigation, Resilience and Nutrition: Can we have it All? » (irrigation à petite échelle, résilience et nutrition : peut-on tout avoir?)<sup>32</sup> ;
- ix. le 25 novembre, lors des manifestations organisées par la Commission européenne et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) sur le thème « Minimum Dietary Diversity for Women (MDD-W) : From Collection to Action » (diversité alimentaire minimale chez les femmes : de la collecte aux actes) – troisième manifestation, consacrée à la promotion de la diversité alimentaire chez les femmes, un bienfait pour l'ODD 2 ;
- x. lors du Congrès mondial virtuel de nutrition en santé publique 2020<sup>33</sup>, disponible en ligne à partir de juin 2020.

34. Toujours dans le but de veiller à la cohérence des politiques à l'échelle du système des Nations Unies et d'assurer des activités de plaidoyer en faveur de la nutrition, le CPNUN est membre de l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (Équipe spéciale interorganisations), et ce depuis la création de cet organe en 2013. ONU-Nutrition continue d'assumer ce rôle. En 2020, le Secrétariat du CPNUN a participé à la quatorzième réunion de l'organe, à Genève, et à la quinzième réunion, qui s'est tenue en ligne. Ces réunions ont été l'occasion de présenter les progrès accomplis dans le domaine de la nutrition, de collaborer aux initiatives visant à renforcer l'action en la matière pour faire face à la COVID-19, d'étoffer les réseaux et de définir les orientations futures de façon stratégique.

35. En sa qualité de responsable de la convocation du groupe de travail thématique sur la nutrition de l'Équipe spéciale interorganisations, le Secrétariat du CPNUN a animé en 2020 neuf réunions de ce groupe de travail, collaborant avec des membres d'autres groupes de travail thématiques pour accélérer l'action sur toutes les formes de malnutrition par les moyens suivants : i) affiner les instructions relatives aux missions conjointes menées dans les pays, afin de relever la priorité accordée aux mesures d'ordre nutritionnel ; ii) cartographier les influences et les possibilités propres à la nutrition pour accélérer l'avancement du Plan d'action mondial en matière de santé et de bien-être pour tous et soutenir ainsi les groupes de travail sur les accélérateurs ; iii) démarrer, avec les nouveaux membres du groupe de travail thématique, des activités sur une prise en compte élargie des mesures nutritionnelles

<sup>30</sup> [www.fao.org/index.php?id=104299](http://www.fao.org/index.php?id=104299) (en anglais).

<sup>31</sup> <https://fsccluster.org/news/cfs-fsc-webinar-making-food-systems-work> (en anglais).

<sup>32</sup> [www.unscn.org/en/news-events/recent-news?idnews=2111](http://www.unscn.org/en/news-events/recent-news?idnews=2111) (en anglais).

<sup>33</sup> [www.wphna.org/blog/wphn-congress-2020](http://www.wphna.org/blog/wphn-congress-2020) (en anglais).

dans les dossiers d'investissement relatifs aux maladies non transmissibles ; iv) élaborer, à l'appui de la note de synthèse du Secrétaire général de l'ONU sur la COVID-19, la sécurité alimentaire et la nutrition, un exposé commun sur le renforcement de l'action en matière de nutrition dans la riposte à la COVID-19, accompagné d'une session de l'Équipe spéciale interorganisations consacrée à la nutrition et intitulée « Nourishing the Post COVID-19 World » (nourrir le monde après la COVID-19), qui comprenait des présentations de l'OMS, de l'UNICEF, de la FAO, du PAM et de l'Organisation internationale de droit du développement (IDLO) ; et v) veiller à ce que les considérations nutritionnelles soient prises en compte dans le document d'orientation de l'Équipe spéciale interorganisations, intitulé *La lutte contre les maladies non transmissibles pendant et après la pandémie de COVID-19*<sup>34</sup>.

36. La communication est le moyen permettant de diffuser des messages cohérents en matière de nutrition à des publics plus larges, et ainsi d'améliorer la sensibilisation, de transmettre des connaissances, de projeter une vision, d'influer sur les attitudes et de stimuler l'action. Les opérations de sensibilisation de nouveaux auditoires ont continué durant l'année 2020 à l'aide de produits du savoir élaborés à la fois par le Secrétariat du CPNUN et celui du Réseau SUN.

37. En 2020, plus de 600 personnes supplémentaires, du monde entier, se sont abonnées aux bulletins d'information et aux alertes électroniques rédigés conjointement par ces deux organismes. Au total, 16 communications électroniques (deux bulletins d'information, quatre manifestations en ligne et 10 alertes) ont été diffusées, lues par plus de 7 000 personnes. Twitter a permis d'atteindre près de 9 000 abonnés (une augmentation de 13 pour cent), Facebook, 3 500, et LinkedIn, 361. Il faut noter également, en 2020, le volume d'information transféré par les abonnés : l'alerte électronique annonçant le lancement de « Nutrition in a Digital World » (la nutrition dans un monde numérique) a été partagée plus de 4 000 fois. Les nouvelles d'ONU-Nutrition apparaissent aussi régulièrement dans les bulletins et notes d'information d'autres organisations. À terme, ONU-Nutrition lancera son site web et toutes les communications seront diffusées sous cette signature.

38. Renforçant encore la cohérence des politiques en faveur de la nutrition, en 2020, ONU-Nutrition a repris le rôle du CPNUN dans le Groupe consultatif du CSA, afin de s'assurer que la nutrition est systématiquement prise en compte dans les activités du CSA, et ce de façon coordonnée. Durant l'année 2020, le Secrétariat du CPNUN, agissant au nom d'ONU-Nutrition, a participé activement aux grands processus d'élaboration des politiques du CSA.

39. Concernant les recommandations en matière de politiques sur les approches agroécologiques et autres approches novatrices, les négociations formelles ont été reportées à 2021 en raison de la pandémie de COVID-19. Cinq groupes de discussion informels ont néanmoins été organisés pour étudier comment on pourrait favoriser une plus grande convergence entre les parties prenantes sur l'avant-projet, le Secrétariat du CPNUN apportant des éléments consolidés recueillis après des organismes membres d'ONU-Nutrition.

40. Les négociations relatives aux *Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition* ont également été reportées au second semestre. Plusieurs réunions du Groupe de travail à composition non limitée ont été organisées à distance pour permettre aux parties prenantes du CSA de confronter leurs avis et leurs propositions. Des négociations se sont tenues en ligne à partir de septembre. Les Directives volontaires ont été adoptées en février 2021, à la quarante-septième session du CSA. La FAO, l'OMS, le PAM, l'UNICEF, le PNUE, l'OCHA, le FIDA,

<sup>34</sup> [https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/335826/WHO-2019-nCoV-Non-communicable\\_diseases-Policy\\_brief-2020.1-fre.pdf](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/335826/WHO-2019-nCoV-Non-communicable_diseases-Policy_brief-2020.1-fre.pdf).

l'AIEA, le HCR et l'Alliance Biodiversity-CIAT ont collaboré sous les auspices d'ONU-Nutrition pour accorder leurs violons et parler d'une seule voix.

41. ONU-Nutrition, par le truchement du Secrétariat du CPNUN, a également été un membre actif de l'Équipe technique spéciale créée pour appuyer l'élaboration des *Directives volontaires sur l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition*, qui doivent être adoptées en 2022.

42. Pour finir, conformément à la décision 218/207 du Conseil économique et social des Nations Unies, le CPNUN a soumis son rapport annuel à la session de 2020 du Conseil, puis a fait une présentation à la réunion de coordination et de gestion de celui-ci (réunion en ligne tenue le 3 juin), expliquant son évolution pour devenir ONU-Nutrition.

### **ONU-Nutrition – Fonction essentielle 2. Déterminer et coordonner les enjeux stratégiques autour de la nutrition**

43. Des progrès ont été faits dans la coordination des enjeux stratégiques autour de la nutrition, en particulier dans les situations d'urgence et dans les systèmes alimentaires.

44. Les membres et le Secrétariat du CPNUN ont apporté leur concours à l'élaboration du Plan d'action mondial des Nations Unies sur l'émaciation chez les enfants<sup>35</sup> et ont suivi de près en 2020 son avancement et les adaptations nécessaires à sa mise en œuvre compte tenu de la pandémie de COVID-19, veillant à ce que des mises à jour soient intégrées dans les initiatives du CPNUN sur la COVID-19.

45. En outre, le Secrétariat du CPNUN s'est joint à deux axes de travail du Groupe de la nutrition<sup>36</sup> : le groupe de travail thématique mondial sur la malnutrition aiguë et le groupe de référence sur l'utilisation de l'assistance sous forme de transferts monétaires et de bons d'achat au service de la nutrition dans les contextes humanitaires. Avec ce dernier, il a participé à l'élaboration du document intitulé *Evidence and Guidance Note on the Use of Cash and Voucher Assistance for Nutrition Outcomes in Emergencies* (données probantes et note d'orientation sur l'utilisation de l'assistance sous forme de transferts monétaires et de bons d'achat pour obtenir des résultats nutritionnels dans les contextes humanitaires)<sup>37</sup>, publié en 2020.

46. En ce qui concerne les systèmes alimentaires, en 2020, le Secrétariat du CPNUN est demeuré un membre actif du Programme pour des systèmes alimentaires durables du réseau One Planet<sup>38</sup>. Il a pris part au Comité d'organisation de la troisième conférence mondiale de ce programme, qui s'est tenue en ligne du 25 novembre au 3 décembre 2020. Le 30 novembre, il a co-organisé la séance 7, intitulée « Leveraging public procurement to accelerate SDG implementation » (tirer parti des achats publics pour accélérer la mise en œuvre des ODD), qui ciblait l'énorme potentiel des achats publics de produits alimentaires destinés à assurer des repas scolaires durables pour le bien des populations et de la planète. Un appel a été lancé pour qu'on agisse à l'échelle mondiale et que soit élaboré un cadre mondial d'alimentation scolaire durable qui ne laisse aucun enfant de côté, l'idée étant de faire avancer cette proposition d'ici au Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021.

<sup>35</sup> OMS (2020), *Global Action Plan on Child Wasting. Accelerating progress in preventing and managing child wasting and the achievement of the Sustainable Development Goals*. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.who.int/publications/m/item/global-action-plan-on-child-wasting-a-framework-for-action>.

<sup>36</sup> <http://nutritioncluster.net/> (en anglais).

<sup>37</sup> [www.nutritioncluster.net/resource\\_Evidence%20and%20Guidance%20Note](http://www.nutritioncluster.net/resource_Evidence%20and%20Guidance%20Note) (en anglais).

<sup>38</sup> [www.oneplanetnetwork.org/sustainable-food-systems/about](http://www.oneplanetnetwork.org/sustainable-food-systems/about) (en anglais).

47. Enfin, deux documents de consultation sur les enjeux stratégiques relatifs aux systèmes alimentaires ont été publiés en 2020 et sont disponibles dans les six langues officielles de l'ONU :

- i. CPNUN – Document de consultation – *Eau et nutrition. Harmoniser les mesures en faveur de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et de la Décennie d'action des Nations Unies pour l'eau*<sup>39</sup>. Ce document analyse les circuits complexes qui relient les résultats en matière d'eau, de sécurité alimentaire et de nutrition. Il a été publié le 13 février 2020, lors de la manifestation consacrée aux principes du régime méditerranéen au service du Programme 2030 (« Mediterranean diet's principles for Agenda 2030 »).
- ii. CPNUN – Document de consultation – *Les liens entre zones urbaines et zones rurales au service de la nutrition. Approches territoriales pour un développement durable*<sup>40</sup>. En prenant comme point de départ les Principes directeurs relatifs aux liens entre zones urbaines et zones rurales et le Cadre d'action publiés en 2019 par ONU-Habitat<sup>41</sup>, ce document présente les possibilités existantes d'amélioration de la nutrition dans le contexte des liens entre villes et campagnes, et fournit aux planificateurs des éléments sur le fait que la nutrition pourrait contribuer à un développement local fluide le long du continuum urbain-rural. Il a été lancé durant la dixième session du Forum urbain mondial d'ONU-Habitat, en février 2020.

### **ONU-Nutrition – Fonction essentielle 3. Détecter les nouveaux enjeux, et promouvoir et soutenir la gestion des connaissances et l'innovation**

48. La gestion des connaissances occupe une place centrale dans les travaux d'ONU-Nutrition. Ce n'est pas seulement l'une de ses fonctions essentielles, c'est aussi un outil primordial pour assurer toutes ses fonctions, y compris celle d'être le Réseau SUN.

49. En novembre 2020, un projet d'écosystème de gestion des connaissances piloté par la demande et les besoins, établissant des liens forts entre les initiatives mondiales et celles menées au niveau des pays, a été clairement défini pour ONU-Nutrition et approuvé par ses membres.

50. Des produits du savoir centrés sur les pays ont été élaborés pour soutenir l'ambition d'être « unis dans l'action ». Parmi eux figure la deuxième édition du rapport *Tales Be Told*<sup>42</sup> du Réseau SUN, un recueil d'histoires illustrant les bonnes pratiques, amplifiant la voix des pays et présentant la collaboration autour de la nutrition dans le système des Nations Unies. Cette nouvelle édition comprend 22 récits d'expériences vécues dans 26 pays<sup>43</sup>, organisés selon quatre thèmes : 1) les gens qui forment le Réseau SUN – on trouve ici des entretiens avec des coordonnateurs résidents mettant en lumière leur engagement dans le programme national de nutrition ; 2) le renforcement des capacités du Réseau – en particulier celles des plateformes multipartites dirigées par les pouvoirs publics, qui coordonnent

<sup>39</sup> [www.unscn.org/uploads/web/news/document/Water-Paper-FR-WEB.pdf](http://www.unscn.org/uploads/web/news/document/Water-Paper-FR-WEB.pdf).

<sup>40</sup> [www.unscn.org/uploads/web/news/document/URL-paper-FR-3apr.pdf](http://www.unscn.org/uploads/web/news/document/URL-paper-FR-3apr.pdf).

<sup>41</sup> [http://urbanpolicyplatform.org/wp-content/uploads/2019/10/URL-GP-Framework-for-Action\\_French.pdf](http://urbanpolicyplatform.org/wp-content/uploads/2019/10/URL-GP-Framework-for-Action_French.pdf).

<sup>42</sup> <https://bit.ly/3qV5Vbm> (en anglais).

<sup>43</sup> Afghanistan, Burkina Faso, Burundi, Costa Rica, Gambie, Honduras, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Myanmar, Népal, Niger, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Tchad, Togo et Zimbabwe.

les initiatives en matière de nutrition ; 3) les programmes et les partenariats du Réseau – témoignage de la façon dont les cadres conjoints ont donné naissance à une action commune ; et 4) l'analytique de données du Réseau – toujours très demandée pour guider les prises de décisions au niveau des pays. Les autres produits comprennent des profils de pays, présentant brièvement les pays membres du Réseau SUN, les accords de présidence, les priorités et les contributions au Mouvement SUN, ainsi qu'une infographie<sup>44</sup> représentant les liens entre la nutrition et les 17 ODD et décrivant la puissance de celle-ci comme moteur d'un développement durable.

51. Sur la question des enjeux nouveaux et émergents en matière de nutrition, le n° 45 de la publication *Nutrition*, intitulé *Nutrition in a digital world* (la nutrition dans un monde numérique)<sup>45</sup>, est paru en juillet 2020. La prochaine revue à comité de lecture sera publiée par ONU-Nutrition sous un nouveau titre : *UN-Nutrition Journal*.

52. Les lecteurs ont applaudi le choix du thème. La technologie numérique, à elle seule, ne peut régler les problèmes alimentaires et nutritionnels du monde, pas plus qu'elle ne peut assainir ses systèmes alimentaires dysfonctionnels, mais, dès lors que l'amélioration de la nutrition est considérée comme étant une priorité, les technologies numériques deviennent des outils essentiels. Leur capacité à améliorer la nutrition est phénoménale, mais les risques qu'elles pourraient entraîner ne le sont pas moins. La publication contient 20 articles, qui étudient la complexité du monde numérique au service d'une meilleure nutrition, considérant la dualité de ces technologies, à la fois possibilités et risques, sous différents angles – de la production, la transformation et la distribution à la commercialisation et à la vente au détail en ligne ; du changement de comportement et du renforcement des capacités, y compris par le truchement des médias sociaux, à la génération, au traitement et à l'utilisation des données ; et de la protection des groupes vulnérables aux enjeux en matière d'inégalité et de droits humains.

53. Le choix du thème « Nutrition in a Digital World » s'est fait bien avant que le monde se trouve face à la pandémie de COVID-19. La numérisation a joué un rôle essentiel depuis la déclaration de la pandémie, renforçant la nécessité d'améliorer les connaissances et d'approfondir le débat sur les avantages potentiels et les effets pernicieux de ces technologies numériques innovantes lorsqu'elles sont mises au service d'une alimentation saine et durable et utilisées pour concrétiser progressivement le droit à une nourriture suffisante.

54. Pour nourrir ce débat, le lancement de la publication a été suivi d'une série de quatre webinaires sur le même thème<sup>46</sup>. Tous ont été enregistrés et sont disponibles en ligne. La prochaine étape consistera, pour ONU-Nutrition, à mettre sur pied une communauté de pratique sur la transformation numérique du secteur de la nutrition (Nutrition numérique), qui contribuera, entre autres, à éclairer les échanges qui se déroulent sur la Plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques, dirigée par la FAO<sup>47</sup>.

55. En outre, le CPNUN a continué d'accueillir et de soutenir les communautés de pratique thématiques suivantes, liées à la nutrition, durant l'année 2020 :

- **Communauté de pratique Accelerated Reduction Effort on Anaemia** (accélérer la réduction de l'anémie) – L'OMS a été la modératrice de ce groupe en 2020. Cette communauté de pratique a continué d'accueillir de nouveaux membres, lesquels sont passés de 1 012 en 2019 à 1 206 en 2020, représentant plus de 90 pays. Les abonnés au compte Twitter aussi sont plus nombreux, de 336 à 383

<sup>44</sup> <https://bit.ly/3flJoDV> (en anglais).

<sup>45</sup> [www.unscn.org/uploads/web/news/UNSCN-Nutrition-45-WEB.pdf](http://www.unscn.org/uploads/web/news/UNSCN-Nutrition-45-WEB.pdf) (en anglais).

<sup>46</sup> [www.unscn.org/en/news-events/upcoming-events?idnews=2121](http://www.unscn.org/en/news-events/upcoming-events?idnews=2121) (en anglais).

<sup>47</sup> [www.fao.org/news/story/fr/item/1362459/icode/](http://www.fao.org/news/story/fr/item/1362459/icode/).

en 2020. En 2020 toujours, quatre webinaires très suivis ont été organisés sur les sujets suivants : rapport coût-efficacité des interventions de prévention de l'anémie, le 23 janvier ; innovations technologiques dans les programmes de prévention de l'anémie, le 21 avril ; reconstruire en mieux : les programmes afférents à l'anémie dans l'après- COVID-19, le 25 juin ; des approches fondées sur le choix des aliments pour réduire l'anémie, le 24 septembre.

- **Forum de discussion en ligne Nutrition and Noncommunicable Chronic Diseases** (nutrition et maladies chroniques non transmissibles) – En 2020, ce forum de discussion a atteint 1 008 membres représentant 98 pays, opérant principalement comme une plateforme de partage de l'information. Cette même année, les communications ont abordé divers sujets : informations actualisées sur les réunions, la publication, les commissions et les documents, partage d'outils utiles, annonce de webinaires relatifs aux maladies non transmissibles et d'événements clés tels que des réunions mondiales et la Semaine mondiale de l'allaitement maternel.
- **Communauté de pratique School Nutrition** (alimentation scolaire) – En janvier 2020, une nouvelle communauté de pratique centrée sur la question de l'alimentation scolaire a été mise en place à la suite d'une demande formulée à l'initiative de la FAO avec l'appui de plusieurs partenaires. Cette communauté de pratique s'emploie à faire avancer l'application des recommandations issues de la publication du CPNUN intitulée *L'école, un système pour améliorer la nutrition*<sup>48</sup> (2017) et à créer une plateforme d'action concertée et collaborative sur la nutrition dans le contexte scolaire. En 2020, elle a organisé sept dialogues et dressé un inventaire des documents directifs et des documents d'orientation publiés dans le système des Nations Unies<sup>49</sup>. Actuellement, la communauté de pratique axe ses efforts sur l'amélioration de l'harmonisation des stratégies à l'échelle des Nations Unies. Elle prévoit de se développer en 2021 pour devenir un pôle de connaissance et une plateforme de collaboration reposant sur un plus grand nombre de membres. Pour favoriser la collaboration et la concertation, le Secrétariat du CPNUN a également participé aux appels interinstitutions réguliers organisés par l'UNESCO sur la santé et la nutrition à l'école et à la mise en place d'un rapport sur la situation mondiale sur ces questions.
- **Communauté de pratique Nutrition, Human Rights and Law** (la nutrition, les droits de l'homme et le droit) – Cette communauté de pratique a été fondée en 2019 et a fait avancer ses travaux en 2020 par le partage des connaissances et en élaborant un panorama des activités des membres : une ressource stratégique qui rend compte des travaux menés à l'échelle des Nations Unies à l'intersection de la nutrition, des droits de l'homme et du droit. Prolongeant les travaux du groupe de travail thématique sur la nutrition de l'Équipe spéciale interorganisations, la communauté de pratique a également mené des activités de sensibilisation au droit à l'alimentation et aux approches fondées sur les droits de l'homme pour éliminer la malnutrition, en veillant à ce que les mécanismes juridiques soient pris en compte dans le document d'orientation sur la COVID-19 de l'Équipe spéciale interorganisations et en animant une séance sur les droits de l'homme lors de la session spéciale COVID-19 de cette équipe.

56. Deux autres produits du savoir, sous la forme de documents de consultation visant un public mondial, ont été élaborés en 2020, avec l'apport des membres d'ONU-Nutrition, afin de contribuer à construire un exposé argumenté pour une alimentation saine et durable : *The role of aquatic foods in sustainable healthy diet*

<sup>48</sup> [www.unscn.org/uploads/web/news/document/School-Paper-FR-WEB.pdf](http://www.unscn.org/uploads/web/news/document/School-Paper-FR-WEB.pdf).

<sup>49</sup> [www.unscn.org/uploads/web/file/School-Nutrition-Inventory-Oct-2020.pdf](http://www.unscn.org/uploads/web/file/School-Nutrition-Inventory-Oct-2020.pdf) (en anglais).

(rôle des produits alimentaires aquatiques dans une alimentation saine et durable) ; et *Livestock derived foods and sustainable diets* (aliments d'origine animale et alimentation durable). Ces ouvrages devraient être publiés en début d'année 2021.

57. Enfin, dans la vision d'ONU-Nutrition, la gestion des connaissances comprend la saisie, l'analyse et la consignation des expériences passées et des enseignements à en tirer. Pour rendre compte des expériences vécues par le CPNUN et des enseignements y afférents durant les dernières années d'existence de cet organe (2016-2020), une publication reprenant l'historique du CPNUN a été rédigée. Elle combine une étude documentaire et des techniques de mise en récit avec des entretiens menés auprès d'informateurs clés, l'accent étant mis sur le point de vue de ses membres.

#### **ONU-Nutrition – Fonction essentielle 4. Traduire les orientations définies à l'échelle mondiale en directives, en actions et en effets au niveau des pays**

58. Pour soutenir le processus de transformation des orientations formulées au niveau mondial en initiatives à l'échelle des pays, ONU-Nutrition a continué de promouvoir et de diffuser le document de 2017 intitulé *Note d'orientation sur l'intégration de la nutrition dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement* (PNUAD, renommé depuis « Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable »). En 2020, le Secrétariat du CPNUN a analysé 102 des 165 plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable disponibles sur le site web du Groupe des Nations Unies pour le développement durable<sup>50</sup> afin d'évaluer dans quelle mesure la nutrition y avait été intégrée depuis la publication de la note d'orientation précitée. L'un des critères d'inclusion retenu était la date de démarrage, égale ou postérieure à 2017. Bien qu'ils ne fassent pas référence à la note en question, presque tous les pays analysés (95 pour cent) avaient intégré la nutrition dans leur plan-cadre de coopération, et la différence entre les pays membres du Mouvement SUN (100 pour cent) et les autres pays (93 pour cent) était faible.

59. Désireux de creuser cette question, le Secrétariat du Réseau SUN a poursuivi une étude documentaire en cours qui cherchait à déterminer *comment* la nutrition était prise en compte dans le plan-cadre de coopération ou le PNUAD de 12 pays, l'objectif étant d'aider les équipes de pays des Nations Unies à aborder la nutrition de façon globale. L'étude cherchait à consigner les bonnes pratiques, afin d'éclairer les obstacles à surmonter et les autres défis à relever pour que la nutrition soit systématiquement intégrée dans ces plans-cadres, l'objectif ultime étant de favoriser le partage des connaissances, de sorte que les autres pays puissent bénéficier de ces éclairages et de ces expériences. L'étude a permis de constater qu'un petit nombre de pays (Burkina Faso, Pakistan et Zimbabwe) faisaient de la nutrition un résultat à part dans leur PNUAD, tandis que beaucoup d'autres (60 pour cent) la rangeaient dans les résultats des services sociaux et services de santé. Tous les plans-cadres de coopération analysés faisaient référence à une forme d'approche multipartite de la nutrition et concordaient avec au moins un domaine d'action de la Décennie de la nutrition. La majorité des plans-cadres de coopération (75 pour cent) comprenaient des indicateurs de nutrition, le plus souvent le retard de croissance, tandis que moins de la moitié (45 pour cent) prenaient acte du fardeau multiple de la malnutrition. Cela laisse penser qu'à l'avenir, ONU-Nutrition pourrait avoir intérêt à promouvoir des interventions nutritionnelles intégrées afin de se saisir du triple fardeau de la

<sup>50</sup> Groupe des Nations Unies pour le développement durable, 2019. Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Page consultée : <https://unsdg.un.org/fr/un-in-action/regional-level>.

malnutrition, en tirant un meilleur parti des compétences mondiales pour établir ce type de plans dans les pays.

### **Soutien apporté au Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)**

60. Le Réseau SUN a contribué de façon importante au Mouvement SUN, en fournissant aux organismes des Nations Unies une plateforme qui leur permet de mieux harmoniser leur action au niveau des pays et d'apporter un soutien conjoint aux États en matière de nutrition. Au total, ce sont 16 organismes, programmes et fonds qui ont pris part aux réseaux SUN à l'échelon national en 2020, contre cinq en 2013, date de la création du Réseau SUN : la *FAO*<sup>51</sup> ; le *FIDA* ; l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ; le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) ; le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) ; le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ; le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ; l'*UNICEF* ; l'OCHA ; le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) ; ONU-Femmes ; le *PAM*, l'*OMS* ; et la Banque mondiale. Cette expansion de la base de membres est due en grande partie aux déterminants suivants : a) les activités de sensibilisation menées par le Secrétariat du Réseau SUN auprès des cadres des Nations Unies ; b) les outils d'analyse<sup>52</sup>, en particulier l'Inventaire nutritionnel des Nations Unies, qui ont stimulé les organismes et fourni des panoramas consolidés ; c) les facilitateurs – neutres – du programme REACH lorsqu'ils sont présents ; et d) les produits de communication et les produits du savoir, qui ont attiré l'attention sur les mérites d'une action collective.

61. D'après les données auto-déclarées dans les rapports annuels du Réseau SUN, des gains continus de fonctionnalité ont pu être observés au fil du déploiement de la stratégie SUN 2.0, de 2016 à 2020. Les réseaux des Nations Unies opérant dans les 61 pays SUN y ont participé en 2020, présentant un taux de réponse de 100 pour cent pour la deuxième année consécutive. En 2020, les pays où opèrent des réseaux SUN ont été jugés « hautement fonctionnels » dans une proportion impressionnante, 95 pour cent, d'après l'indice de fonctionnalité du Réseau, qui comporte neuf indicateurs ; ils étaient 87 pour cent en 2018. En outre, le Réseau SUN a joué un rôle précieux en contribuant à la création ou à la revitalisation d'autres réseaux SUN, comme le réseau des entreprises SUN au Népal et celui des jeunes Ambassadeurs de la nutrition au Cambodge, et en encourageant la collaboration entre les réseaux, comme cela s'est vu au Tchad avec l'appui des facilitateurs du programme REACH.

62. La publication des rapports de 2020 a fait apparaître d'autres évolutions positives ainsi que le niveau constamment élevé du soutien apporté aux points focaux gouvernementaux du Mouvement SUN et aux plateformes multipartites dirigées par les États. Ainsi, on observe une amélioration progressive de la fréquence à laquelle la nutrition est inscrite à l'ordre du jour des réunions des équipes de pays des Nations Unies, 80 pour cent des pays déclarant qu'ils l'y ont parfois, souvent ou toujours inscrite en 2020, contre 67 pour cent en 2018. On note également une progression continue des mesures visant à inscrire une approche multisectorielle de la nutrition dans les cadres conjoints des Nations Unies (plans-cadres de coopération ou plans d'aide humanitaire, par exemple), de 69 pour cent en 2016 à 97 pour cent en 2020. Par ailleurs, ces efforts pour faire avancer un dialogue et une planification multisectoriels de la nutrition au sein du système des Nations Unies ont donné lieu à

<sup>51</sup> Les noms d'organisme en italique sont ceux des cinq membres fondateurs du Réseau SUN.

<sup>52</sup> Pour plus d'informations, consultez la page suivante : [www.unnetworkforsun.org/unn-analytics](http://www.unnetworkforsun.org/unn-analytics) (en anglais).

des programmes nutritionnels plus fréquemment conjoints, puisqu'on estime qu'ils représentent 84 pour cent en 2020 contre 63 pour cent en 2016, lors du lancement de la stratégie SUN 2.0. Les réseaux des Nations Unies opérant dans les 61 pays SUN ont apporté une assistance technique aux points focaux SUN ou à d'autres représentants des pouvoirs publics, tandis que 95 pour cent des pays participaient à la plateforme multipartite, confirmant la forte empreinte des Nations Unies dans le Mouvement SUN. Le rapport annuel du Réseau SUN pour 2020 contient des informations complémentaires<sup>53</sup>. Enfin, le Réseau SUN a participé activement à l'élaboration de la nouvelle stratégie SUN qui guidera la troisième phase du Mouvement, soutenue par ONU-Nutrition et d'autres parties prenantes issues de la communauté SUN.

### ***II.3 Mesures prises pour appuyer directement la Décennie de la nutrition***

63. En septembre 2019, alors qu'il ne restait plus que 10 ans pour atteindre les ODD, le Secrétaire général a appelé tous les secteurs de la société à se mobiliser pour une décennie d'action en faveur de ces objectifs et à redoubler d'effort à tous les niveaux pour les concrétiser.

64. Soucieux de répondre à cet appel et de tirer un meilleur profit des occasions favorables offertes par la Décennie de la nutrition, ONU-Nutrition a endossé la fonction d'appui du CPNUN telle que définie dans la résolution 70/259 de l'Assemblée générale des Nations Unies<sup>54</sup>.

65. À ce titre, ONU-Nutrition a continué d'assister le Secrétariat de la Décennie de la nutrition assuré conjointement par la FAO et l'OMS dans son rôle moteur, soutenant le processus d'examen à mi-parcours et améliorant les communications et les activités de plaidoyer en assumant le rôle de modérateur du principal flux Twitter de la Décennie de la nutrition, en mettant en lumière les pages web consacrées aux nouvelles les plus récentes<sup>55</sup> et en diffusant des contenus vidéos afférents aux réseaux d'action associés sur la chaîne YouTube du CPNUN<sup>56</sup>.

66. Les membres d'ONU-Nutrition continuent d'avancer dans la concrétisation des engagements précédents pris dans le cadre de la Décennie de la nutrition, faisant ainsi la preuve de la complémentarité de leurs mandats et de leurs travaux respectifs, l'action étant prioritairement axée sur la riposte à la pandémie de COVID-19, comme décrit à la section II.1.

## **III. Conclusions**

67. En 2020, le CPNUN et le Réseau SUN se sont résolument engagés dans une transition qui doit aboutir à un mécanisme de coordination de la nutrition plus efficace, d'une portée mondiale et nationale, préparant ainsi l'entrée en service du Secrétariat d'ONU-Nutrition, en janvier 2021. Les nouveaux dispositifs institutionnels seront cruciaux pour améliorer l'efficacité opérationnelle et aider les membres et les pays à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

68. Durant l'année, les membres d'ONU-Nutrition et les deux secrétariats se sont largement consacrés à soutenir les composantes nutritionnelles de la lutte contre la

<sup>53</sup> <https://bit.ly/3pxN7NG> (en anglais).

<sup>54</sup> <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/RES/70/259>.

<sup>55</sup> [www.unscn.org/en/topics/un-decade-of-action-on-nutrition](http://www.unscn.org/en/topics/un-decade-of-action-on-nutrition) (en anglais).

<sup>56</sup> [www.youtube.com/channel/UCCi11fmdnJfHNuJZVZ9ziGQ/featured](https://www.youtube.com/channel/UCCi11fmdnJfHNuJZVZ9ziGQ/featured).

COVID-19. La cohérence des politiques à l'échelle du système des Nations Unies et la collaboration entre les membres ont permis de repérer les effets de synergie et de déterminer des moyens d'optimiser les ressources disponibles. La pandémie de COVID-19 a révélé les liens réciproques forts entre la malnutrition et les risques d'être plus gravement touché par le virus. De plus, la pandémie a fait ressortir les vulnérabilités du système alimentaire qui produisent des effets nocifs sur les résultats nutritionnels.

69. Bridée par la COVID-19, l'année 2020 était un jalon crucial pour les populations et la planète : le début des 10 dernières années de compte à rebours pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Secrétaire général de l'ONU a appelé à une décennie d'action en faveur des ODD. Il est plus important que jamais d'accentuer les efforts de coordination à l'échelle du système des Nations Unies et de renforcer la cohérence des politiques en matière de nutrition.

70. L'année 2020 marquait aussi le milieu de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition. Des dialogues avec les parties prenantes ont été organisés afin d'évaluer les progrès accomplis et d'analyser les avancées, les initiatives et les partenariats dans le domaine de la nutrition enregistrés au cours de ces cinq premières années, et de déterminer les domaines d'action prioritaires pour les cinq suivantes, en étroite concordance avec la décennie d'action en faveur des ODD. Les consultations avec les États Membres et les autres parties prenantes ont bien commencé en 2020 et un document prospectif a été rédigé, mais la version définitive de l'examen à mi-parcours est reportée à 2021 et l'on prévoit un examen du programme de travail.

71. Étant donné qu'il ne reste que cinq ans pour atteindre les cibles définies par l'Assemblée mondiale de la Santé et améliorer ainsi la nutrition des mères, des nourrissons et des jeunes enfants<sup>57</sup>, et compte tenu de la nécessité pressante de transformer notre système alimentaire si l'on veut améliorer l'accès de tous à une alimentation saine et durable, les débats autour de la Décennie de la nutrition menés à l'occasion de l'examen à mi-parcours ont réuni toutes les parties prenantes et ont permis d'établir un lien avec d'autres processus mondiaux essentiels, comme le Sommet de la nutrition pour la croissance qui doit se tenir à Tokyo en 2021, sous l'égide du Gouvernement du Japon<sup>58</sup>, ainsi que le Sommet sur les systèmes alimentaires, convoqué par le Secrétaire général de l'ONU afin de faire le point et de se mettre d'accord sur les mesures supplémentaires qui s'imposent, et prévu en 2021 également.

72. La seconde moitié de la Décennie de la nutrition permettra d'encourager de nouveaux modes de collaboration et la création de nouveaux réseaux d'action. Elle permettra également aux États et aux autres parties prenantes de conclure des accords plus étroits et de prendre des engagements SMART<sup>59</sup> supplémentaires pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes, en ne laissant personne de côté.

73. En 2021, ONU-Nutrition élaborera un nouveau plan stratégique pluriannuel. Les priorités essentielles pour 2021 sont les suivantes : 1) soutien aux pays – élaborer et mettre en œuvre une stratégie cohérente et efficace afin d'aider les pays à traiter la question de la nutrition (les fonctions d'appui aux pays du Réseau SUN seront étendues aux pays non SUN, selon qu'il convient) ; 2) SUN 3.0 – définir et soutenir la mise en œuvre opérationnelle de la troisième phase du Mouvement SUN, à l'échelle mondiale et dans les pays ; 3) permettre un engagement stratégique coordonné dans les principaux processus mondiaux d'action publique de 2021, en particulier le

<sup>57</sup> OMS (s.d.), *Cibles mondiales 2025 : Pour améliorer la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant* [en ligne]. [www.who.int/nutrition/global-target-2025/fr/](http://www.who.int/nutrition/global-target-2025/fr/).

<sup>58</sup> <https://nutritionforgrowth.org/events/> (en anglais).

<sup>59</sup> Spécifiques, mesurables, accessibles, réalistes et (limités dans le) temps.

Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le Sommet de la nutrition pour la croissance et la mise en œuvre des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition.

74. La nature même d'ONU-Nutrition lui permet de disposer de boucles de rétroaction fluides à tous les niveaux. Sa capacité de mobilisation permettra non seulement d'élaborer de meilleurs produits du savoir, mais aussi d'accroître leur utilisation effective au niveau des pays. De surcroît, elle sera déterminante dans l'intensification de la dynamique d'engagement en faveur de la nutrition.

75. En maintenant un axe de travail clair et en assumant efficacement ses quatre fonctions essentielles, ONU-Nutrition amènera le système des Nations Unies à étoffer considérablement l'appui qu'il apporte aux États Membres, en 2021 et au-delà. ONU-Nutrition fera en sorte que les organismes de ce système se concertent et s'harmonisent de façon à parler d'une seule voix en toutes circonstances, en mettant fortement l'accent sur le renforcement des mesures afférentes à la nutrition, pour une reprise durable et résiliente à l'issue de la pandémie de COVID-19, et sur le soutien de la transformation des systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine et durable.

76. Cette transformation, tandis que l'on reconstruira en mieux à l'issue de la pandémie, est essentielle si l'on veut améliorer la nutrition, la santé et le bien-être, autant d'étapes elles aussi primordiales pour parvenir à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

---